

CHAPITRE V. — *Activités REG obligatoires pour fournisseurs*

Art. 10. A partir du 1^{er} juin 2002, chaque facture intermédiaire ou décompte final de fourniture d'électricité, porte un graphique clair reprenant la consommation d'électricité globale annuelle au cours des trois dernières années. Pour les données de consommation qui ne sont pas en possession du fournisseur, ce dernier demande l'autorisation du client pour en demander communication au gestionnaire du réseau. Ces données ne seront pas mentionnées en cas de refus écrit de la part du client.

Pour les clients qui font l'objet d'un relevé de compteur mensuel, un graphique reprenant les consommations d'électricité mensuelles des trois dernières années, est joint à chaque facture intermédiaire ou décompte final de fourniture d'électricité, aux mêmes conditions que celle prescrites au premier alinéa.

Chaque gestionnaire du réseau transmet aux fournisseurs les données nécessaires à l'exécution du présent article, à la condition que le client ne s'y soit pas opposé par écrit.

Art. 11. § 1^{er}. A partir du 1^{er} juin 2002, chaque facture ou chaque livraison mentionne l'origine de l'électricité fournie.

§ 2. Le fournisseur se base à cette fin, à partir du 1^{er} février de l'année en cours, sur les conventions directes ou indirectes conclues avec les producteurs d'électricité qui ont assuré ses fournitures de l'année calendaire précédente.

L'origine de l'électricité est déterminée sur la base du parc de production global d'un producteur auquel cette convention se rapporte.

§ 3. L'origine de l'électricité est reprise dans les catégories suivantes :

- 1° électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables;
- 2° électricité produite par des unités de cogénération qualitatives;
- 3° électricité produite à partir de combustibles fossiles;
- 4° électricité produite par des centrales nucléaires;
- 5° électricité dont l'origine n'est pas connue.

Le classement de l'électricité dans la catégorie d'électricité dont l'origine est inconnue, est seulement autorisé dans le cas d'une fraction inférieure à 5 % ou si le fournisseur peut démontrer de manière motivée que l'origine de l'électricité ne peut être tracée. Le fournisseur sollicite à cet effet l'approbation de la VREG.

§ 4. Le fournisseur transmet annuellement, à partir de 2003, et avant le 1^{er} février, un rapport à la VREG sur l'origine de l'électricité fournie au cours de l'année calendaire précédente. La VREG met ce rapport à disposition de l'ANRE.

§ 5. Le Ministre peut réglementer l'exécution pratique et l'établissement de rapports dans le cadre du présent article.

CHAPITRE VI. — *Evaluation*

Art. 12. § 1^{er}. L'ANRE transmet annuellement à la VREG, à partir de 2002 et avant le 1^{er} octobre, un rapport d'évaluation global portant sur l'année précédente. Ce rapport contient des informations sur l'observation des obligations de résultat prévues au chapitre II, l'effectivité des coûts des actions, la politique des groupes cibles et la transmission à temps des plans d'action REG et des rapports REG, prévues aux chapitres IV et V.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le Ministre flamand qui a la Politique de l'Energie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,
S. STEVAERT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1627

[S - C - 2002/29228]

27 MARS 2002. — Décret modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives*

Article 1^{er}. L'article 5, alinéa unique, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, est complété comme suit :

« 5° coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance. »

Art. 2. Dans l'article 10, alinéa 2, du même décret, les mots « de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance ou » sont supprimés.

Art. 3. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 12bis. Pour être nommés à la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de langues anciennes, de chef de travaux d'atelier, de chef d'atelier, soit à la fonction de sous-directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, soit à la fonction de professeur de cours généraux, de professeur de morale, de professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie, de professeur de cours spéciaux; de professeur de cours techniques, de professeur de pratique professionnelle, de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance, que ce soit dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, ou dans l'un et l'autre degrés;

2° être porteurs du titre requis pour la fonction visée au 1°;

3° être porteurs d'un titre du niveau supérieur. »

Art. 4. A l'article 19, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 2001, les mots « de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance » sont insérés entre les mots « de proviseur ou sous-directeur » et les mots « de préfet des études ou directeur ».

Art. 5. Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, la rubrique *Dbis*, 2, est supprimée.

Art. 6. L'article 9bis, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements inséré par l'arrêté du 24 août 1992 et modifié par l'arrêté du 16 janvier 1995, est abrogé.

Art. 7. A l'article 12bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du 16 janvier 1995, les mots, « 9, littera 12, et 9bis, alinéa 2, » sont remplacés par les mots « et 9, littera 22, ».

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 8. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif à la fonction de recrutement de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance à la date d'entrée en vigueur du décret sont réputés être nommés ou engagés à titre définitif dans la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance.

Art. 9. Les membres du personnel désignés temporairement, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans un emploi de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et titulaires du titre requis, sont chargés provisoirement de l'exercice de la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance.

Au terme de leur désignation et jusqu'à la date de délivrance des premiers brevets de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent peuvent être à nouveau chargés provisoirement de l'exercice de la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance pour autant qu'il s'agisse d'une désignation dans le même emploi et qu'ils aient fait l'objet d'un rapport favorable de l'inspection. En l'absence d'un rapport établi par l'inspection, l'avis est présumé favorable.

Art. 10. Par dérogation aux articles 12bis, 1°, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, inséré par le présent décret, et 23, alinéa 4 du même décret, les membres du personnel visés à l'article 9 du présent décret sont autorisés à s'inscrire aux sessions de formations conduisant à la délivrance du premier brevet de coordonnateur à la condition d'être en activité de service dans cette fonction à la date de leur demande de participation.

Les membres du personnel visés à l'alinéa précédent, occupés dans un emploi vacant, qui ont obtenu leur brevet de coordonnateur, sont nommés dans l'emploi vacant qu'ils occupent à titre provisoire.

Au terme de leur désignation, les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, occupés dans un emploi non-vacant, qui ont obtenu leur brevet de coordonnateur, peuvent être à nouveau chargés provisoirement de l'exercice de la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance pour autant qu'il s'agisse d'une désignation dans le même emploi et qu'ils aient fait l'objet d'un rapport favorable de l'inspection. En l'absence d'un rapport établi par l'inspection, l'avis est présumé favorable.

Art. 11. Les membres du personnel désignés temporairement, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans un emploi de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance dans l'enseignement subventionné, et titulaires du titre requis, sont chargés provisoirement de l'exercice de la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance.

Au terme de leur désignation, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent peuvent être à nouveau chargés provisoirement de l'exercice de la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance pour autant qu'il s'agisse d'une désignation dans le même emploi.

Art. 12. Les membres du personnel visés à l'article 11 du présent décret peuvent être nommés ou engagés à titre définitif à la fonction de sélection de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance pour autant qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 40, alinéa 1^{er}, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, à l'exception de la condition prévue au 2° de ce même alinéa ou à l'article 51, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, à l'exception de la condition prévue au 2° de ce même paragraphe.

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

Session 2001-2002.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 240-1. — Amendements de commission, n° 240-2. — Rapport, n° 240-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 26 mars 2002.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1627

[C — 2002/29228]

27 MAART 2002. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, bijzonder, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Artikel 1. Artikel 5, enig lid, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten, wordt als volgt aangevuld :

« 5° coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming. »

Art. 2. In artikel 10, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming of » geschrapt.

Art. 3. Er wordt in hetzelfde decreet een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12bis. Om benoemd te worden in het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden :

1° benoemd zijn ofwel in het ambt van leraar oude talen, van werkplaatsleider, van werkmeester, ofwel in het ambt van onderdirecteur in het secundair onderwijs van de lagere graad, ofwel in het ambt van leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar psychologie, pedagogie en methodologie, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk, begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, zij het in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad, of in de ene en de andere graad;

2° houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1° bedoelde ambt;

3° houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau. »

Art. 4. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden « van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming » ingevoegd tussen de woorden « van provisor of onderdirecteur » en de woorden « van studiefprefect of directeur ».

Art. 5. In artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen., wordt rubriek *Dbis*, 2, geschrapt.

Art. 6. Artikel *9bis*, tweede lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, ingevoegd door het besluit van 24 augustus 1992 en gewijzigd door het besluit van 16 januari 1995, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel *12bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van 16 januari 1995, worden de woorden « 9, letter 22, en *9bis*, tweede lid » vervangen door de woorden « en 9, letter 22, ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 8. De personeelsleden die vast benoemd of in vast verband zijn aangeworven in het wervingsambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding op de datum dat het decreet in werking treedt, worden gacht vast benoemd of in vast verband aangeworven te zijn in het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding. »

Art. 9. De personeelsleden die, aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld zijn in een betrekking van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding in het onderwijs dat is ingericht door de Franse Gemeenschap, en houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, zijn tijdelijk belast met de uitoefening van het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding.

Op het einde van hun aanstelling en totdat de eerste brevetten van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding worden uitgereikt, kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden opnieuw tijdelijk belast worden met de uitoefening van het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding voor zover het gaat om een aanstelling in dezelfde betrekking en waarvoor ze een gunstig inspectieverslag hebben gekregen. Bij ontstentenis van een inspectieverslag wordt dit advies geacht goed te zijn.

Art. 10. In afwijking van artikelen *12bis*, 1°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de selectie- en bevorderingsambten, ingevoegd door dit decreet, en 23, vierde lid, van hetzelfde decreet, mogen de in artikel 9 bedoelde personeelsleden zich inschrijven voor de opleidingssessies die leiden tot de afgifte van het eerste brevet van coördinator, op voorwaarde dat zij in actieve dienst zijn in dit ambt op de dag dat zij hun deelnemingsaanvraag indienen.

De in het vorig lid bedoelde personeelsleden, die een vacante betrekking innemen, en die hun brevet van coördinator hebben behaald, worden benoemd in de vacante betrekking die zij tijdelijk uitoefenen.

Op het einde van hun aanstelling kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden, die een niet-vacante betrekking innemen en die hun brevet van coördinator hebben behaald, opnieuw tijdelijk belast worden met de uitoefening van het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding voorzover het gaat om een aanstelling in dezelfde betrekking en waarvoor ze een gunstig inspectieverslag hebben gekregen. Bij ontstentenis van een inspectieverslag wordt dit advies geacht goed te zijn.

Art. 11. De personeelsleden die, aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk aangesteld zijn in een betrekking van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding in het gesubsidieerd onderwijs, en houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs, zijn voorlopig belast met de uitoefening van het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding.

Op het einde van hun aanstelling kunnen de in het vorig lid bedoelde personeelsleden opnieuw voorlopig belast worden met de uitoefening van het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding voorzover het gaat om een aanstelling in dezelfde betrekking.

Art. 12. De in artikel 11 van dit decreet bedoelde personeelsleden kunnen vast benoemd of in vast verband aangeworven worden in het selectieambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, voor zover zij voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 40, eerste lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, met uitzondering van de voorwaarde gesteld in 2° van datzelfde lid of in artikel 51, § 1, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, met uitzondering van de voorwaarde gesteld in 2° van diezelfde paragraaf.

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Ppdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

Zitting 2001-2002.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 240-1. — Commissieamendementen, nr. 240-2. — Verslag, nr. 240-3.
Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Vergadering van 26 maart 2002.



F. 2002 — 1628

[S - C - 2002/29229]

**27 MARS 2002. — Décret modifiant certaines dispositions de l'arrêté royal du 20 juin 1975
relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 6, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire est remplacé par la disposition suivante : « En outre, sur avis de la Commission, le Gouvernement peut considérer comme titre suffisant du groupe B tout autre titre non repris aux tableaux du chapitre II lorsqu'il n'existe plus aucun porteur du certificat, diplôme ou brevet délivré dans la spécialité en cause. »

Art. 2. A l'article 10, § 3, du même arrêté, la liste des abréviations est complétée par les abréviations suivantes :

C.F. : Communauté française.

C.E.S.S. : Certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Art. 3. A l'article 11 du même arrêté, modifié par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré, entre les rubriques « instituteur primaire » et « maître de morale », une rubrique « maître de seconde langue » rédigée comme suit :

Maître de seconde langue :

Groupe A (Echelle de traitement) :

— diplôme d'instituteur primaire, complété par le C.E.S.S. ou un titre équivalent au C.E.S.S. délivré dans la langue à enseigner. (Porteur de ce titre/CF).